

# COLLÈGE INTERARMÉES DE DÉFENSE



## **La Géopolitique de la Russie de L'Asie Centrale au Moyen- Orient**

**Mémoire de géopolitique**

CMT Kadir USLU

13<sup>ème</sup> promotion (2005 – 2006)

Dans le cadre de l'étude dirigée " Moyen-Orient"

Directeur : Mr. LEPAUTREMAT

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. La Géopolitique de la Russie de L'Asie Centrale au Moyen- Orient
2. 2006\_Mémire\_géop\_géopolitique de la Russie\_Uslu
3. Commandant, armée de terre, USLU Kadir, Turquie
4. 22 Mars 2006
5. Division C- Groupe C-2
6. Mémoire de géopolitique
7. Les nouveaux équilibres internationaux au Proche –Orient issus de la fin de la guerre froide ont été cependant profondément favorables aux Etats Unis au détriment de la Russie. Néanmoins, la Fédération de Russie ne saurait rester trop longtemps absente du Proche-Orient. La Russie continue de détenir les moyens et les capacités de redevenir une grande puissance en raison de la richesse de sa civilisation, de l'abondance de ses ressources naturelles et de son potentiel technologique en plus de son peuple puissant et homogène qui a consenti des sacrifices indéniables au cours de l'histoire. Quant à l'Asie centrale, à la suite de la proclamation des indépendances des anciennes républiques soviétiques, l'Asie centrale est réapparue dans le champ stratégique, après environ soixante-dix années d'absence. Aujourd'hui, l'indépendance est désormais acquise, et même si on ne peut le qualifier dix ans plus tard qu'encore inachevé, le processus de "découplage" entre la Russie et l'Asie centrale est bien avancé et semble irréversible. Les relations entre les Etats, autrefois colonisés et la Russie restent néanmoins complexes, tant sur le plan politique ou économique que militaire.
8. Russie, Moyen-Orient, Asie Centrale, indépendance

## SOMMAIRE

### Partie I : Le Proche –Orient

Le rôle de médiateur au Moyen-Orient

Perspective de la politique russe au Moyen-Orient

"Le conflit israélo-arabe et Redevenir un acteur central du processus de paix

Le retour de la Russie au Moyen-Orient

La coopération russo-iranienne

L'aide de la Russie à la reconstruction de l'Irak

Offensive diplomatique russe dans l'ensemble du monde arabe

### Partie (II) : Asie Centrale

Une influence certaine en Asie centrale.

Le bassin de la Caspienne et les blocs de la CEI

La position de la Fédération de Russie au sein de la CEI en matière de  
production et de transport d'hydrocarbures

La Russie et la sécurité en Asie Central

Le groupe de Shanghai

Partie (III) : La Russie face au concept stratégique de  
Grand Moyen-Orient

## Introduction

L'intérêt des Russes pour l'ensemble de cette zone ne date pas d'hier. Dès 1696, la conquête de l'Astrakhan leur ouvrait l'accès à la Caspienne et au Caucase. Sous Pierre le Grand, ils prenaient position sur la mer Noire (prise d'Azov, 1696, premier pas de la poussé vers les « mers chaudes » ).En 1813,la Caspienne ,interdite à toute autre marine de guerre ,persane incluse ,devenait un « lac russe ».

Les provinces arabes et anatoliennes de l'Empire ottoman en déclin furent un autre terrain d'affrontement où les deux puissances (la Russie et l'Occident) utilisèrent notamment le droit d'ingérence en faveur des minorités non musulmanes et la querelle des lieux saints de Jérusalem.

A l'issue de la première guerre mondiale, défaites et révolutions ne permettront pas à la Russie de participer au démantèlement de l'Empire Ottoman prévu par les accords secrets Sykes-Picot de 1916 qui lui attribuaient l'Anatolie orientale, Constantinople et les Détroits. La Grande Bretagne et la France se partagent les mandats sur le Proche –Orient, tandis que Moscou est occupée à recoller les morceaux de l'empire tsariste éclaté. Mais dès septembre 1920, alors que la soviétisation du Caucase a déjà commencé, le Congrès des peuples d'Orient de Bakou relance le « Grand jeu » sous une nouvelle forme: celle du combat communiste et anti-impérialiste.

En 1956, à l'époque de la course à l'espace et du premier Spoutnik, l'URSS était à l'apogée de sa puissance. Dès 1969, estimant que les Etats-Unis étaient affaiblis par la guerre du Vietnam, les Soviétiques mirent en œuvre une politique expansionniste en Asie, en Afrique et au Proche-Orient, qui a mobilisé leurs ressources économiques et techniques. Elle est entrée dans une phase de déclin à partir des années quatre-vingts et a subi une régression, un effondrement économique, politique et social, dont les conséquences dans le domaine politique et ses relations avec les autres Pays et précisément avec le Proche-Orient ne peuvent être encore pleinement appréciées. La nouvelle pensée politique de M. Andropov, amorcée en 1983 et poursuivie par M. Gorbatchev a eu pour principal effet de supprimer les critères idéologiques dans les relations internationales et de

recentrer l'effort sur les questions purement intérieures. La reconstruction économique est devenue inévitable. Le désengagement progressif du Tiers-Monde et notamment du Proche-Orient, ainsi que l'élan brisé de la course aux armements, a entraîné une modification profonde de la stratégie soviétique.

Les nouveaux équilibres internationaux au Proche –Orient issus de la fin de la guerre froide ont été cependant profondément favorables aux Etats Unis au détriment de la Russie.

La chute du mur de Berlin en novembre 1989, la disparition du communisme et l'éclatement de l'URSS ainsi que l'émergence de nouvelles républiques indépendantes ont, en effet, amené l'abandon du bipolarisme et la disparition des deux blocs clairement identifiés. Les données géopolitiques établies depuis près d'un siècle s'en sont trouvées radicalement modifiées. Dans un monde en constante ébullition, elles sont devenues, plus que jamais, multiples et complexes. Et la Russie se retrouve à nouveau contrainte de réévaluer sa vision de son environnement immédiat. Certains experts n'hésitent pas à affirmer même que ses vieux démons identitaires refont surface.

En 1991, à la suite de la proclamation des indépendances des anciennes républiques soviétiques, l'Asie centrale est réapparue dans le champ stratégique, après environ soixante-dix années d'absence.

L'expression "Asie centrale" s'applique à l'une des grandes régions du continent asiatique. Lieu de rencontre d'une multitude de peuples et de cultures, cette région varie considérablement selon qu'on la définit en fonction de critères géographiques, linguistiques ou politiques.

En effet, l'effondrement de l'Union soviétique et l'émergence de nouveaux Etats indépendants ont modifié de façon considérable les équilibres internationaux, ouvrant cette région longtemps dominée par la Russie aux influences étrangères. De nouveaux acteurs se sont fait jour, des réalignements se sont opérés, et l'espace postsoviétique, autrefois profondément intégré autour de Moscou, a perdu sa cohérence et s'est peu à peu fragmenté. Aujourd'hui ils sont plus proches à la Turquie avec laquelle ils partagent un grand héritage de culture et de l'histoire.

Mais tout cela ne veut pas dire que la Russie va se renoncer de tous ses intérêts qu'elle a obtenus au temps de l'URSS puis qu'elle devient de nouveaux de plus en plus une puissance mondiale grâce aux ressources naturelles et son énorme espace situé entre l'Europe et l'Asie. Comme le

rappelait en 1994 le général Roustskoï, « la Russie constitue le seul point de passage entre l'Asie et l'Europe ». De même, tirant en janvier 1997 le bilan de sa première année à la tête de la diplomatie russe, Evgenii Primakov affirmait : « une puissance comme la Russie, avec ses intérêts considérables en Asie et au Proche-Orient, ne peut se contenter de marcher sur sa seule jambe occidentale ». La diplomatie russe doit donc désormais « marcher sur ses deux jambes », asiatique et occidentale et jouer pleinement de sa position centrale sur l'espace eurasiatique. Pour justifier cette position, Moscou avance des arguments aussi bien d'ordre politico-commercial qu'historico-culturel.

## Partie (I) : Le Proche – Orient

### 1.1 Le rôle de médiateur au Moyen-Orient.

Depuis les événements d'août 1990, après l'entrée de l'Irak au Koweït, la politique extérieure du Kremlin s'est caractérisée par le rapprochement de la Maison Blanche et de sa politique d'escalade visant au déclenchement de la guerre. La politique russe s'est manifestée à travers des déclarations officielles diverses ainsi qu'à travers sa position au sein du Conseil de Sécurité dont elle a adopté toutes les résolutions ayant donné le feu vert à l'administration américaine pour mener sa guerre dévastatrice et inhumaine contre la République irakienne. Plus encore, la direction russe a cessé ses livraisons d'armes à l'Irak et demandé le rappel et l'interruption des activités de ses conseillers militaires dans le pays. Elle est même allée jusqu'à fournir au Pentagone des renseignements sur le volume et les caractéristiques des armes russes en dotation dans l'armée irakienne. En contrepartie, la diplomatie russe a conditionné le recours à la force pour la solution de la crise du Koweït au non aboutissement de toutes les tentatives pacifiques. Il n'y eut pas de participation militaire russe ni dans l'instauration et l'imposition de l'embargo décrété contre l'Irak, ni dans les opérations contre l'Irak. En réclamant la nécessité de l'action commune en vue de la résolution des problèmes de toute la région considérant leur interactivité, la Russie a implicitement fait savoir sa position en faveur de la proposition par laquelle le président Saddam Hussein a demandé au Conseil de Sécurité et à la communauté mondiale de résoudre tous les problèmes de la région en vue d'y assurer la paix et la stabilité. En outre, Moscou a invité les pays arabes à « adopter une voie d'action commune » capable d'assurer les chances de relancer la solidarité arabe. Sur un autre plan, plusieurs courants politiques

et l'Armée rouge se sont opposés à la stratégie hégémonique américaine au Proche-Orient et ont condamné la main mise américaine sur le Golfe arabe. Aussi la crise aurait dévoilé des différends au sein des généraux de l'armée et leur opposition à l'alignement de la diplomatie russe sur la diplomatie américaine. Ils ont accusé Chevardnadze de « trahison au profit de l'Occident ». Les problèmes de structure interne de la politique ont diminué le rôle de la Russie fédérale dans la politique mondiale et l'ont sérieusement contraint à l'isolement en vue de trouver des solutions à ses difficultés internes.

Le conseiller diplomatique Nesselrode, a conseillé le Tsar Nicolas 1<sup>er</sup> que « la grandeur de la Russie exige de celle-ci d'être l'un des premiers interlocuteurs à chaque fois que le défi est le devenir de l'Orient ». Cette idée a constitué une base fondamentale pour la diplomatie russe au cours des changements du monde ainsi que dans la solution de certains aspects de crises que les relations internationales ont connues dans la région du Machrek arabe, où la Russie a rétabli ses relations diplomatiques avec Tel Aviv, échangé une représentation diplomatique avec l'Arabie Saoudite et accepté des dons financiers de celle-ci et du Koweït, comme elle a sauvegardé de bonnes relations avec l'Égypte et la Syrie. La Russie a aussi proposé des plans de solution lors de la crise entre l'Irak et les États-Unis dans le cadre de l'adoption du droit international dans le but d'éviter la guerre, comme elle a essayé de jouer un rôle de médiateur pour l'arrêt des opérations militaires et maintenu ses relations diplomatiques avec l'Irak.

Les motivations politiques de la Russie furent également les suivantes. Quand elle servit de médiateur durant la crise de novembre 1994<sup>1</sup> qui semblait relancer la guerre avec le Koweït, elle acquit beaucoup de crédit auprès de Bagdad, car elle mit en évidence des fissures dans le front uni du Conseil de Sécurité. Les forces rassemblées derrière les États-Unis semblaient en proie à un certain désarroi. Les agissements de la Russie furent considérés à juste titre comme une déclaration d'indépendance et l'affirmation d'intérêts aussi importants que ceux des États-Unis dans le Golfe, comme l'exprima Vladimir Tytarenko, chef de mission adjoint à Bagdad, qui souligna l'écho des événements en Russie<sup>2</sup>. Tytarenko monta cependant en épingle la rivalité commerciale, et non la rivalité idéologique,

---

<sup>1</sup> En octobre 1994, la garde irakienne fait marche vers le Koweït. Les Américains ayant envoyé des troupes, les Irakiens se retirent en novembre.

<sup>2</sup> « Le Russie sur la scène diplomatique du Moyen-Orient ». Orbis, Philadelphie, automne 1996, pp. 517-535.

avec les Etats- Unis, tandis que Posouvaliouk profita de l'occasion pour réaffirmer l'exigence russe d'un système de sécurité global dans le Golfe.

Enfin, en 1997 après la résolution 1134 du Conseil de sécurité de l'ONU menaçant d'interdire à certains officiels irakiens de quitter leur pays si Bagdad ne se conformait pas aux exigences de la Commission des Nations unies chargée de surveiller le désarmement de l'Irak (Unscm) relatives à l'application des conditions du cessez-le- feu de la guerre du Golfe (résolution 687 du 3 avril 1991), Saddam Hussein décide, le 29 octobre 1991, d'expulser les experts américains de l'Unscm, tablant sans doute sur les divergences entre les Etats-Unis d'une part, la France, la Russie et la Chine d'autre part, au sujet de la levée des sanctions. Cette nouvelle crise, apaisée vers le 21 novembre 1997, a fourni l'occasion à la Russie de revenir sur le devant de la scène au Proche- Orient, comme le médiateur privilégié.

La réponse américaine viendra très rapidement et le Proche- Orient restera pendant longtemps encore une région de troubles, quelle que soit l'action que Moscou y exercera. Mais l'actuelle diplomatie du Kremlin porte la marque indiscutable d'un retour au bipolarisme, et sa politique intérieure exclut une coopération avec Washington.

## 1.2. Perspective de la politique russe au Moyen-Orient

Le premier souci des Russes, à titre de répétition, est de cimenter un Etat, voire d'achever sa création. Sans l'existence d'un Etat ferme, solide, non corrompu, il n'est pas d'économie stable et, partant, pas de plate-forme susceptible de permettre la constitution d'une armée efficace et d'un personnel apte à mettre en œuvre une politique étrangère intéressante.

La Russie peut profiter des erreurs américaines. La guerre en Irak, non seulement est loin de se terminer, mais la guérilla et le terrorisme s'intensifient. L'armée américaine est très nettement en panne d'effectifs pour nourrir cette guerre compte tenu des autres obligations qu'elle doit assumer dans le monde. Aussi, ne serait-ce qu'à cause de cette pénurie d'effectifs, Washington va avoir des choix douloureux à assumer, ce dont Moscou peut profiter. Autre élément d'avenir dangereux pour Washington, les Turcs regardent d'un très mauvais œil la faveur dont jouissent les Kurdes en Irak et leur désir d'indépendantisme. Les Russes pourraient également profiter de la situation pour tenter un rapprochement avec Ankara.

Les Russes ont toute une série d'atouts au Proche et au Moyen-Orient. Ils ont fait leur rentrée sur la scène internationale après leur débâcle de 1991. Les premiers éléments de leur puissance restent, cependant, à

rétablir : posséder un Etat fort et puissant. Moscou reprend ses vieilles tentatives de bâtir des coalitions, mais bien souvent manque de constance. L'exemple-type est fourni par le concept de bâtir une ligne stratégique Paris – Berlin – Moscou. Le concept est séduisant : en effet, l'alliance franco-allemande est ferme et paraît être la clé de voûte de l'Europe. Et c'est ce qui semblait se préparer au début de 2003 avec une voix unanime à l'ONU contre l'intervention militaire américaine. Le résultat voulu par les Américains est faible. Il y a engagement d'un corps expéditionnaire américain avec de maigres renforts européens, en dehors des Britanniques et des Polonais qui font à leur tour défection comme les Espagnols. Moscou en est revenu à son action unilatérale avec les Américains, ne recherchant plus une coalition avec le Franco-Allemands. Le vieux rêve russe du duopole obsède toujours Moscou. Les Russes ne se sont pas dégagés du souvenir de la guerre froide. Ils n'ont toujours pas pris en compte réellement une Europe-puissance en gestation avec un moteur franco-allemand. Ils n'ont toujours pas compris quel était le véritable enjeu de la lutte mettant en lice le projet de constitution européenne.

### 1.3. Le conflit israélo-arabe et Redevenir un acteur central du processus de paix.

La Russie agit au Proche- Orient dans un contexte économique, politique, militaire et stratégique qui a radicalement changé depuis quelques temps. Elle n'est plus la superpuissance invitée par des régimes hostiles à l'Occident et radicalement nationalistes, voire socialisants, mais une puissance régionale plongée dans une crise profonde dont l'objectif est de sauvegarder ce qui lui reste d'influence, de préserver et de défendre certaines de ses intérêts.

Depuis la guerre du golfe, les Etats-Unis exercent dans la région une suprématie militaire et stratégique. Bien qu'étant alliés d'Israël, ils ont montré aux Etats pétroliers et aux régimes monarchiques, qu'eux seuls constituaient un appui, qu'eux seuls avaient la force, les moyens et la volonté politiques d'éliminer les agresseurs potentiels ou quiconque porterait atteinte à leurs intérêts ou à ceux de leurs alliés. Depuis que la machine de guerre irakienne a été écrasée par la coalition qu'ils dirigeaient, Israël jouit d'une supériorité militaire absolue sur ses voisins. Tout cela pour dire qu'il existe, provisoirement peut-être, un déséquilibre stratégique énorme que Washington utilise exclusivement à des fins égoïstes en ignorant non seulement l'intérêt de la Russie, mais aussi ceux de ses alliés européens ou extrême-orientaux. Moscou peut difficilement cacher son amertume, car le

succès des Etats- Unis et de la coalition contre l'Irak n'a été possible que grâce à sa coopération politique, qui ne lui a rien rapporté ni politiquement, ni économiquement. Le co-parrainage du processus de paix est vite devenu un décorum qui dissimulait mal le rôle dominant de Washington et, d'ailleurs il a vite disparu.

Lorsque l'on examine la politique de la Russie au Proche- Orient, on ne saurait ignorer l'influence importante exercée par son opinion publique. Même si la politique étrangère a occupé une place limitée dans les campagnes électorales des législatives ou de la présidentielle, les médias donnent aujourd'hui une image inversée de la situation au Proche-Orient par rapport à celle de l'époque soviétique. En effet, autrefois, les médias étaient hostiles à Israël et au sionisme, aujourd'hui la plupart affichent des sympathies pro-israéliennes. Les publications nationalistes sont en général anti- israéliennes, voir antisémites, mais elles n'ont pas de gros tirages et ne représentent qu'une goutte d'eau dans la presse montrant Israël sous un jour favorable.

La diplomatie russe ne peut ignorer ce phénomène. Quant aux citoyens de Russie favorable aux Palestiniens ou aux Arabes, leur opinion tient peu de place dans les médias et leur influence sur l'opinion publique, donc sur l'action de Moscou dans le règlement du conflit israélo-arabe, est négligeable.

L'URSS, parce qu'elle était l'alliée des régimes nationalistes arabes antioccidentaux, a été impliquée contre son gré dans la confrontation avec Israël. La Russie est revenue sur cette attitude et s'est efforcée de jouer le rôle d'honnête courtier dans le conflit israélo-arabe.

Pendant, la levée des restrictions à l'émigration juive a suscité une réaction et négative durable de la part des Palestiniens (depuis la Perestroïka, plus de 700 000 juifs ont émigré en Israël), même si ce fait n'a pas modifié fondamentalement l'équilibre des forces dans la région<sup>1</sup>.

Certes, la création accélérée de colonies de peuplement dans les territoires occupés ainsi qu'à Jérusalem Est a porté un coup dur aux Palestiniens, dans les années 1995-1996 l'émigration russe avait retrouvé son étiage. Mais si elle permis à Moscou de disposer d'un canal plus stable avec l'un des acteurs majeurs du conflit, elle ne lui a pas permis d'exercer une plus grande influence ni dans son règlement, ni dans la région.

Bref, en changeant d'attitude à l'égard d'Israël, Moscou n'a pas accru son rôle dans le processus de paix. Les Etats- Unis, en accord avec Israël,

l'ont monopolisé et ne laissent ni la Russie ni même les capitales européennes intervenir dans les négociations.

En effet, nous pourrions estimer que la position actuelle de la Russie dans le processus de paix Israélo – Palestinien consiste en :

1. La nécessité du respect et de l'application des accords de paix et « dans ce sens la Russie » accusé Israël de retarder la paix.
2. La demande de la poursuite des négociations sur la base de « la restitution du territoire contre la paix ».
3. Les négociations de paix doivent également englober les Libanais et les Syriens.
4. Le refus de l'extension des colonies sur les terres Palestiniennes et à Jérusalem.
5. L'arrêt des blocus répétitifs des villes palestiniennes par Israël.
6. La lutte contre le terrorisme dans la région du Proche-Orient n'est pas de la seule responsabilité de gouvernement palestinienne mais doit être un souci de la communauté internationale.
7. La nécessité d'un soutien extérieur pour « le processus de paix » notamment de la part de la Russie et de l'Europe avec la participation de l'Égypte, de la Jordanie, et du Maroc<sup>3</sup>.

Dans le passé, les positions de l'URSS dans le règlement de la question du Proche- Orient étaient figées pour la simple raison que c'était une position de principe et qu'elle s'appuyait sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Toute référence aux décisions de l'ONU fut oubliée. Or, sans cette légitimation (sachant qu'Israël été crée par une décision des Nations Unies ), sans prise en compte des intérêt légitimes du peuple arabe de Palestine, la situation restera sans issue. La sécurité, l'évacuation des territoires occupés, la souveraineté, l'évacuation des frontières du futur Etat palestinien, la spécificité de son statut militaire et de ses relations avec la Jordanie et Israël, le futur statut de Jérusalem, tout cela doit faire l'objet de négociations et de compromis, entre les Palestiniens et Israël. Soutenir les conditions drastiques d'Israël serait pour Moscou contre productif, car un tel « règlement » susciterait d'une part des conflits profonds qui, tôt ou tard,

---

<sup>3</sup> - Al Hiatte 24 – 9 – 1997 . 20 – 9 – 1997 .

feraient voler en éclats un processus de paix déjà laborieux et, d'autre part, saperait le reste de confiance que les Arabes lui accordent.

Les relations russo-israéliennes comportent aussi un volet économique. Aujourd'hui, Israël dépasse économiquement tous ses proches voisins pris dans leur ensemble. Etant donné cette prospérité et compte tenu des contacts personnels, familiaux, entre les nouveaux émigrants et leurs pays d'origine, les liens économiques, culturels et humains se sont rapidement développés<sup>1</sup>.

En effet, Israël fait partie des tous premiers partenaires commerciaux de la Russie au Proche-Orient (un demi- milliard de dollars par an ) dépassant même l'Égypte. De toute évidence, il précède le monde arabe en ce qui concerne la coopération économique.

#### 1.4. Le retour de la Russie au Moyen-Orient

Après une éclipse de près de quinze ans, due à ses difficultés internes, la Russie du président Vladimir Poutine est-elle en train d'effectuer un grand retour au Moyen-Orient, L'annonce par son président que la Fédération de Russie pourrait investir 4 milliards de dollars « dans un futur immédiat » pour la reconstruction de l'Irak, et la signature le 27 février 2005 d'un accord d'un montant de 800 millions de dollars pour la mise en service de la première centrale nucléaire iranienne à Bouchehr, semblent le signifier.

##### 1.4.1 La coopération russo-iranienne

L'Iran est le deuxième plus grand pays du Moyen-Orient, après la Turquie. D'une superficie de 1.650.000 km<sup>2</sup> (3 fois celle de la France), et peuplé de 70 millions d'habitants, il est en plein essor démographique (84,7 millions d'habitants prévus en 2025). Du fait de l'hostilité américaine, les entreprises qui ont le courage d'investir en Iran bénéficient en effet d'un immense avantage : l'absence de concurrence des compagnies américaines auxquelles la réglementation gouvernementale interdit d'investir en Iran puisque ce pays ferait partie, selon la doctrine officielle américaine, de « l'axe du Mal » ( Irak – Iran - Corée du Nord ). En 2003, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Iran ont représenté 1 milliard de dollars, selon le président de la Chambre russe de commerce et d'industrie (et ancien premier ministre) Yevgueny Primakov, contre 803 millions de dollars en 2002. Ces échanges portaient sur l'industrie énergétique (y compris l'industrie nucléaire), l'équipement métallurgique, les véhicules, le développement conjoint des champs pétrolifères et de gaz naturel, et la coopération dans le domaine des

---

<sup>4</sup> « Où va la Russie ? », Institut Royal Supérieur de Defense, Mars 2000.

transports, comprenant la création d'un corridor Nord-Sud de transport international, entre l'Asie centrale et le port de Büsher, sur le Golfe Persique. Ce corridor présente maintenant un intérêt géostratégique primordial, puisqu'il contourne l'Irak où l'armée américaine semble enlisée pour de nombreuses années dans une guerre sans issue prévisible contre la guérilla locale. Il permettrait une liaison directe entre la Sibérie et les mers chaudes, rêve éternel de la diplomatie russe. D'ores et déjà, l'Iran constitue, avec la Chine et l'Inde, l'un des premiers clients de la Russie pour son industrie de l'armement, qui semble avoir traversé avec succès la délicate transition de la privatisation : les achats de l'Iran en matériel militaire ont représenté plus de 5 milliards de dollars entre 1990 et 1995. Entre 2000 et 2002, des contrats d'un montant supérieur à 650 millions de dollars étaient encore passés par l'Iran avec des entreprises russes pour la livraison de 30 hélicoptères Mi-8, 51 hélicoptères Mi-17Sh dont 30 équipés de missiles anti-chars Shturm, des chars T-90, des systèmes anti-aériens AA S-300 etc.

C'est bien entendu la construction par les Russes de la première centrale nucléaire iranienne à Bouchehr, au Sud de l'Iran, sur la côte du Golfe Persique (à 250 km de la côte irakienne), qui a attiré l'attention de l'opinion mondiale. Le 27 février 2005, les chefs des organisations iranienne et russe de l'énergie atomique Gholamreza Aghazadeh et Alexandre Roumiantsev ont paraphé à Bouchehr un contrat de 800 millions de dollars pour la livraison par les Russes du combustible de la centrale, et le rapatriement par la Russie du combustible usagé. Cette dernière clause est censée garantir que le combustible ne soit pas réutilisé pour fabriquer des engins nucléaires par la République islamique, que les Etats-Unis accusent ouvertement de chercher à se doter de l'arme nucléaire sous le couvert d'activités civiles. L'Iran, soucieux de marquer sa volonté d'indépendance et sa détermination à produire elle-même son combustible, prévoit de construire un deuxième réacteur, dont le contrat fait l'objet de discussions avec les Russes. Au total, la République islamique escompte bâtir au total six réacteurs supplémentaires d'ici à 2020, assurant une production de 7.000 mégawatts (soit une moyenne de 1.160 MW par réacteur, du même ordre que les centrales PWR françaises de 1.200 MW). Le contrat de fourniture de combustibles signé le 28 février 2005 entre l'Iran et la Russie était en discussion depuis plus de deux ans (2002), le retard étant dû essentiellement à des raisons extérieures, l'affaire ayant donné lieu à un véritable « bras de fer » diplomatique entre l'Iran et la communauté internationale, inquiète des activités nucléaires de la République islamique, et en particulier de son programme d'enrichissement. En effet, bien que l'enrichissement de

l'uranium naturel à des fins civiles (uranium enrichi à 3 - 4 %) ne soit pas interdit en soi par le Traité de Non-Prolifération nucléaire (T.N.P.), les grandes puissances occidentales craignaient que les Iraniens ne parviennent, avec cette usine, à produire de l'uranium très enrichi (uranium enrichi à 93% et plus), qui, lui, peut être utilisé à des fins militaires. Les Etats-Unis, de leur côté, craignent un développement du programme militaire nucléaire iranien, et émettent des doutes sur la sincérité de la participation russe à la politique de non-prolifération. Cependant, le Président Vladimir Poutine a clairement fait savoir que ces pressions américaines n'empêcheraient pas la Fédération de Russie de poursuivre sa coopération avec l'Iran sur le plan du nucléaire civil. Autre sujet d'inquiétude : la fabrication éventuelle par l'Iran de plutonium à partir du combustible irradié dans la centrale. Effectivement, on pouvait craindre que, si les Iraniens parvenaient à maîtriser la technique du retraitement, ils n'obtiennent du plutonium pouvant permettre la fabrication d'engins nucléaires. Afin de lever toute ambiguïté à cet égard, la Russie a exigé dans l'accord du 27 février 2005 que le tout le combustible irradié dans la centrale de Bouchehr lui soit restitué en fin de cycle, pour être retraité dans une installation russe. Afin de prouver sa sincérité dans la politique de lutte contre la prolifération nucléaire, la Russie va beaucoup plus loin, puisqu'elle a proposé aux Etats-Unis la construction d'une installation de stockage international de combustible irradié à Krasnoïarsk dans la Sibérie occidentale. Mais malgré ses efforts, elle n'a pas réussi à convaincre l'Iran sur le sujet de coopération et elle a été obligée d'accepter d'envoyer le problème au conseil de sécurité, qui signifie des sanctions probables pour l'Iran.

#### 1.4.2 L'aide de la Russie à la reconstruction de l'Irak

On se souvient qu'en février 2003, après de longues semaines d'hésitations, la Russie s'était finalement ralliée à la France et à l'Allemagne pour s'opposer en commun à une résolution du Conseil de sécurité de l'O.N.U. autorisant le recours à la force en Irak. Cependant, le président Vladimir Poutine a pris bien soin de garder de bonnes relations avec Washington, en déclarant à la télévision russe, avant même la chute de Saddam Hussein, « la Russie a coopéré, coopère et continuera à coopérer avec les Etats-Unis ». La diplomatie russe, qui ne manque pas d'atouts dans la région, était donc persuadée qu'il y avait d'autres solutions que l'intervention armée en Irak.

C'est dans cette perspective d'une coopération avec les Etats-Unis qu'il convient de situer l'offre de la Russie le 22 décembre 2003 d'investir 4 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Irak. « Les compagnies russes

sont prêtes à travailler activement en Irak. Selon les premières estimations, le volume total des investissements des compagnies russes en Irak pourrait atteindre 4 milliards de dollars dans un futur immédiat », déclara le président V. Poutine au président du Conseil gouvernemental intérimaire d'Irak, Abd-al- Aziz al-Hakim, reçu au Kremlin. Auparavant, la diplomatie russe avait eu maille à partir avec les nouvelles autorités irakiennes, avec la décision prise fin 2002 par le vice-ministre irakien de l'Energie Amir Mohammed Rachid de dénoncer l'accord conclu en mars 1997 pour une durée de 23 ans entre l'Irak et un groupe d'entreprises russes mené par Lukoil, pour le développement et l'exploitation de la phase 2 du gisement de Kourna Ouest. Les réserves prouvées de brut de ces champs étaient estimées à un niveau très élevé de 15 milliards de barils de pétrole brut (soit 2,14 milliards de tonnes), permettant dans un premier temps une exploitation de 600.000 barils par jour (soit environ 30.000.000 tonnes par an). Les autorités irakiennes exprimaient ainsi leur irritation face aux retards survenus dans les contrats passés avec les firmes russes et chinoises, et avaient menacé d'y mettre fin dès mars 2001. Cette dénonciation avait suscité de vives réactions en Russie : Nikolaï Tokarev, directeur de la compagnie pétrolière russe Zarubneft, co-signataire avec Lukoil et Mashinoimport du contrat d'exploitation de Kourna Ouest, dénonçait dans une interview donnée à Vremiya novosti les manoeuvres des compagnies pétrolières américaines pour prendre la place de leurs concurrentes russes présentes en Irak, à l'instar de la sienne installée depuis 1960. Mais, compte tenu de la prise de participation de 7, 59% de la société américaine Conoco-Phillips dans le capital de Lukoil - qui lui donnerait droit à 17, 5% d'intérêts dans le contrat d'exploitation signé pour développer le champ de Kourna Ouest -, le directeur exécutif de Lukoil Vagit Y. Alkeperov exprimait son optimisme en disant que « cette nouvelle donne réduirait les risques financiers et activerait le pilotage du champ de Kourna ». Sur le plan géopolitique, cette affaire présente des retombées intéressantes : Kourna Ouest est en effet situé en plein territoire chiite, au Sud de Bagdad, et plusieurs groupes d'opposants, y compris ceux soutenus par l'Iran, opèrent dans la région, qui semble aux prises avec des troubles permanents. Tout dépend à moyen terme d'une collaboration entre Russes et Américains. Si celle-ci était couronnée de succès, les groupes chiites rivaux pourraient cesser de se battre les uns contre les autres, et, en même temps, ils pourraient lutter pour empêcher les Arabes sunnites de rétablir leur influence traditionnelle en Irak. La Russie, qui entretient, comme nous l'avons vu, des relations relativement amicales avec l'Iran, pourrait injecter une composante diplomatique dans le calcul politique, qui permettrait de restaurer quelques

espoirs de stabilisation en Irak. Concrètement, Moscou, qui ne manque pas d'atouts auprès de Téhéran - notamment avec le contrat de 800 millions de dollars pour la centrale nucléaire de Bouchehr - pourrait utiliser ses talents diplomatiques pour persuader les dirigeants iraniens de ralentir leur aide aux groupes militants chiites en Irak. Un bon exemple de l'efficacité de la diplomatie russe est celui de la solution rapidement trouvée à l'enlèvement de huit employés de la société russe Interenergosservis le 12 avril 2004 à Bagdad.

Récemment, la Fédération de Russie a fait un geste financier supplémentaire de grande portée en direction de l'Irak : à l'initiative de la France et de l'Allemagne (Club de Paris des créanciers), le ministre des Finances russe Alekseï Koudrine a déclaré le 2 octobre 2004 lors de la session annuelle du F.M.I. à Washington que son pays était prêt à effacer une partie de la dette irakienne, qui s'élève à 8 milliards de dollars pour la seule part russe. Il a été proposé que 50% soient annulés immédiatement, et que les échéances des 50% restants soient gelées pendant trois ans. Sur le plan politique, le président Vladimir Poutine a invité le Premier ministre irakien Iyad Allawi à Moscou « pour discuter du spectre entier de la coopération » entre les deux pays. Il a déclaré que la Russie soutenait la tenue d'élections en Irak (en janvier 2005) et estimé que « la situation en Irak reste très compliquée, et nous regrettons l'accroissement du nombre de victimes ». Selon lui, il est important que le peuple irakien « prenne en charge complètement son propre pays ». Le 22 décembre 2004, le président en exercice du Conseil intérimaire de gouvernement (C.I.G.) irakien, Abdel Aziz Al-Hakim a annoncé à Moscou que la Russie avait fait « une promesse généreuse d'annulation » de la dette irakienne « ou au moins de l'annulation d'une partie ». En retour, « nous serons ouverts à toutes les compagnies russes » a ajouté le dirigeant irakien. On évoque le chiffre de 65% de la dette irakienne (soit 5,2 milliards de dollars), dans le cadre du Club de Paris ; mais les négociateurs russes pourraient accepter une proportion supérieure (jusqu'à 90% dit-on, soit 7,2 milliard de dollars) en échange de contrats pétroliers supplémentaires en Irak

#### 1.4.3 Offensive diplomatique russe dans l'ensemble du monde arabe

La Syrie, Etat laïc dirigé par le Parti Baath (« Résurrection ») de tendance socialiste athée, est un allié traditionnel de la Russie. Entre 1994 et 2000, la Syrie a acheté pour 500 millions de dollars d'avions et missiles SA-10, puis 1.000 missiles anti-chars AT-14, 4 chasseurs Sukhoï-27 un nombre indéterminé de chasseurs Mig-29. A la mi-janvier 2005, le ministre des Finances syrien a rencontré à Moscou à huis-clos son homologue russe

Alexeï Koudrine au sujet de la très ancienne dette syrienne héritée de l'U.R.S.S.; « les deux parties sont parvenues à se mettre d'accord sur le montant de la dette, estimée à 13,4 milliards de dollars. Et la Russie effacera 9, 78 milliards de cette somme » (soit 73% de sa dette), selon le quotidien Kommersant. « Ce n'est pas un montant si grand pour récupérer un statut de grande puissance », ajoutait le quotidien. Fin janvier 2005, le jeune président syrien Bachar-Al-Assad (arrivé au pouvoir en 2000 comme son homologue V. Poutine) était invité en Russie pour une visite d'Etat de quatre jours, au cours de laquelle il aurait été question de contrats portant sur la vente de batteries de missiles tactiques Iskander-E ou anti-aériens Iglâ.(particulièrement appréciés des guérillas, car portables). Cette information avait suscité de vives protestations du Premier ministre israélien Ariel Sharon, ainsi que de Washington. Bien qu'elle ait été démentie par les autorités russes à plusieurs reprises (peut-être sous l'effet des pressions américaines), le président Assad a fermement défendu le droit de la Syrie à acquérir des armes défensives : « Ces armes empêchent l'intrusion d'avions ennemis dans notre espace aérien », a-t-il déclaré devant les étudiants russes. La presse russe considère cette visite comme le signe du grand retour de la diplomatie russe au Proche-Orient, la Syrie ayant un rôle important à jouer dans le règlement du conflit israélo-palestinien. Le règlement du problème du plateau du Golan, qui ne paraît pas insoluble – compte tenu de son faible peuplement - serait en effet un premier pas significatif vers un règlement global de la question.

Mais, à la différence de l'U.R.S.S., l'offensive de la jeune Fédération de Russie au Moyen-Orient ne se limite pas aux alliés traditionnels : en Arabie Séoudite – pourtant considérée par beaucoup d'observateurs comme un fief américain –, la société russe Lukoil, pour la première fois, a obtenu le 14 octobre 2004 une concession de 40 ans pour explorer et si possible canaliser le gaz naturel dans la partie Nord du désert de Rub'al Khali (« l'Aire du Vide ») proche des Emirats, sur une superficie de 30.000 km<sup>2</sup>. Les experts russes estiment que les chances de trouver un gisement exploitable de gaz naturel s'élèvent à 80%.

Au Yémen, Rosoboroneksport a déjà fourni pour 300 millions de dollars d'armements en 2001/2002 (24 chasseurs Mig-29) et a reçu depuis pour plus de 100 millions de dollars de commandes, dont des véhicules blindés BMP-2, des hélicoptères, des armes à feu et des munitions variées, a annoncé son directeur général Sergueï Chemezov le 22 novembre 2004. Début 2005, la commande de 20 avions de chasse MIG-29SMT a été

confirmée par la firme Mikoïan ; le MIG-29 SMT est une nouvelle variante du MIG-29, dotée d'une large gamme de missiles air-air et air-terre.

En ce qui concerne la Libye, le secrétaire d'Etat du ministre de l'Energie Atomique Valeriy Govoroukhine a évoqué le 23 décembre 2003 « la possibilité de reprendre la construction d'une centrale électro-nucléaire et de placer cette centrale ainsi qu'une usine de désalinisation sur la côte libyenne ». Selon lui, la décision de Tripoli d'ouvrir ses programmes d'armes de destruction massive et d'armes chimiques à la communauté internationale, ainsi que la levée des sanctions des Nations Unies sur ce pays (à la suite du règlement de l'affaire de la tragédie de Lockerbie) « ouvraient une nouvelle page dans les relations entre la Libye et les pays possédant les technologies nucléaires avancées ». Cette coopération, ne devrait plus poser de problème politique, depuis que le gouvernement libyen a adhéré au Traité de Non-Prolifération nucléaire (T.N.P.) et signé un accord de garanties avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de Vienne (A.I.E.A.).

En Jordanie, le ministre des Affaires étrangères russe Igor Ivanov a eu des entretiens en février 2004 avec son homologue jordanien Marwan al-Mu'ashir pour la mise sur pied d'une commission bilatérale intergouvernementale. Il serait question de la construction d'un oléoduc en Jordanie. Au Soudan, la société russe Stoytransgaz va participer avec la compagnie Petrodar Operating Co à la construction d'un oléoduc reliant le bassin pétrolifère du Melout à Port-Soudan sur la Mer Rouge, et qui aura une capacité de 200.000 barils de brut par jour (soit environ 10 millions de tonnes par an) ; la section construite par la société russe aura 366 km de longueur.

En Afghanistan, après l'offensive alliée de fin 2001, la Russie souhaite participer à la reconstruction du pays - dans la mesure bien entendu où la sécurité serait rétablie -. Le ministre des Transports afghan, Sayd Mohammad Ali Jawid, a été invité à Moscou en décembre 2003, et a dit clairement qu'il souhaitait un accord avec la compagnie ferroviaire russe Rossiyskiye Zheleznnye Dorogi (R.Z.D.) pour la construction d'un chemin de fer circulaire en Afghanistan. Cette voie ferrée relierait les principales villes afghanes, et désenclaverait le pays en lui donnant accès à l'Iran à l'Ouest (Mashhad) et au Pakistan à l'Est (Lahore).

Enfin, en Egypte, pays traditionnellement ami de la Russie, et vaste marché de 67 millions d'habitants, un grand accord a été signé au Caire le 29 novembre 2004 entre le Premier ministre Mikhaïl Fradkov et son homologue égyptien Ahmad Nazif portant sur la création de tout un cycle nucléaire à des fins pacifiques : extraction de minerai et développement des gisements d'uranium naturel, construction de réacteurs nucléaires de

recherche et de centrales électro-nucléaires, d'usines de dessalement et d'accélérateurs, traitement des déchets radioactifs ; enfin, étude des technologies de l'enrichissement par laser.

## Partie (II) : Asie Centrale

### 2.1. Une influence certaine en Asie centrale.

Lors de la « délimitation nationale » de 1924, le pouvoir soviétique écarta l'hypothèse d'un ensemble unifié des peuples turcophones, le mythique Turkestan, au profit d'entités éclatés : les Turkmènes à l'ouest, les Kazakhs au nord et à l'est, desquels furent détachés les Kirghizes en 1936, les Ouzbeks au centre et au sud, séparés des Tadjiks en 1929. Ces cinq entités rassemblent les principaux peuples allogènes de l'Asie médiane ex-soviétique. S'y ajoute une myriade de populations plus réduites, aujourd'hui réparties entre les divers Etats issue de l'URSS ; s'y ajoutent surtout les peuples voisins, bien plus anciennement définis comme les Pashtouns, les Hazaras, les Baloutches, les Ouïghours, les Pamiris et les Azéris.

C'est donc désormais cette mosaïque de peuples imbriqués qu'abrite l'espace d'Asie médiane. Regroupés selon des frontières parfois irréalistes, ces peuples sont aujourd'hui chargés d'écrire une nouvelle ère géopolitique de la zone. Et la Russie entend y exercer son influence.

La Russie, fort logiquement, fut la première à s'intéresser à la nouvelle organisation géopolitique de l'Asie centrale. Peu soucieuse de voir sa présence asiatique reculer de plusieurs milliers de kilomètres vers le Nord, elle s'y considère comme le légataire naturel de l'URSS, tant vis-à-vis des nombreuses populations russes y résidant que vis-à-vis des Etats eux-mêmes, regroupés sous le vocable significatif « d'étranger proche ». Néanmoins, les résultats de cette influence demeurent limités. La Russie n'a pu ni empêcher l'abandon de l'alphabet cyrillique, ni mettre en place une zone « rouble », ni obtenir, sauf au Turkménistan, la double nationalité pour les populations russophones. Tout au plus Moscou a-t-il pu assurer le maintien de troupes garde-frontières russes presque partout où elles étaient stationnées avant 1991.

Les Etats d'Asie centrale tentent par ailleurs, depuis 1991, d'œuvrer eux-mêmes en faveur de l'essor de leur région par une coopération internationale. Pourtant, jamais la Communauté des Etats Indépendants, née en deux temps en 1991 pour être le « syndic de faillite » de l'URSS, n'a réellement compté dans cette région. La zone « rouble » y fut un échec

flagrant et le Pacte de sécurité collective, signé sans le Turkménistan, s'enlise dans les rivalités russo-kazakho-ouzbèkes. Jamais, par ailleurs, la CEI ne pourra prétendre couvrir toute l'Asie médiane, puisque ni l'Iran, ni l'Afghanistan, ni le Pakistan, et encore moins Chine, n'ont vocation à l'intégrer.

Pourtant, malgré cet échec, une vraie coopération est en train de se développer en Asie médiane. La plus intense résulte de l'enchevêtrement des liens bilatéraux. Ce réseau dense s'est rapidement étendu à tous les états de la région, qui profitèrent de l'apparition des nouveaux acteurs issus de l'URSS pour solder des différents datant parfois de plusieurs décennies : Iran-Turkménistan sur les liaisons ferroviaires, Chine-Kazakhstan et Chine-Kirghizstan sur les frontières.

Au-delà de ce niveau bilatéral, se développent des associations régionales de coopération. C'est ainsi qu'une zone de libre-échange a été créée entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. C'est ainsi également que l'Ouzbékistan tente régulièrement, mais sans succès à ce jour, de créer une organisation concernant l'assèchement de la mer d'Aral et de façon plus générale l'alimentation en eau de la région. De son côté, l'Iran a mis sur pied une organisation à l'activité toutefois limitée, regroupant les Etats riverains de la mer Caspienne, afin de rationaliser l'exploitation de celle-ci et d'en faire un pôle de stabilité régionale.

Enfin existe l'Organisation de la Coopération Economique, relancée en 1992 pour constituer un vaste forum de coopération régionale. Pour l'instant, la tâche principale de l'OCE est de trouver un accord sur le tracé des pipe-lines pétroliers et gaziers devant exporter les hydrocarbures kazakhs, ouzbeks et turkmènes sans passer par la Russie.

Dix ans après la fin de l'URSS, il est encore trop tôt pour avoir des certitudes quant à l'avenir de l'Asie médiane. Un espace géopolitique n'acquiert sa viabilité et son sens que par l'existence d'une quadruple cohérence, géographique, politique, économique et diplomatique. Or, l'Asie médiane est un espace fini et aisément caractérisable et les Etats qui la composent ont suffisamment d'aspects en commun tels l'islam, l'autoritarisme et l'hétérogénéité ethnique. De plus, tous les Etats de la zone se définissent aujourd'hui principalement par celle-ci, quitte à le faire de façon concurrente. Reste la volonté des peuples, sans laquelle toute construction géopolitique se réduit vite à un montage artificiel et sclérosé. Mais il n'y a guère d'indicateur fiable permettant de savoir s'il existe un

sentiment populaire vivace d'appartenance à un même ensemble régional. Il semblerait que leurs priorités soient plutôt économiques et sociales.

Plus à l'Est, la Russie cherche également à développer son influence. Elle a décidé d'adopter une stratégie « tous azimuts » en direction de ses voisins.

## 2.2. Le bassin de la Caspienne et les blocs de la CEI

La main mise sur le bassin pétrolier de la Caspienne échappe aux Russes avec la chute de l'URSS. Leur politique est alors de maintenir les positions qu'ils ont pu conserver, voire de recouvrer celles qui ont été perdues. Pour les Américains, la conquête des ressources pétrolières de la Caspienne et le contrôle des oléoducs s'inscrivent dans la continuité directe de leur politique moyen-orientale. C'est par cette démarche que Russes et Américains vont s'opposer. Bakou et ses champs pétrolifères avaient déjà été l'objet de la convoitise des Britanniques qui les avaient occupés à la suite de la révolution de 1917 et n'en avaient été chassés que par la victoire des Soviétiques. Avec la chute de l'URSS, les Américains, remplaçant les Britanniques, reviennent en force, comme sur l'ensemble du bassin, dont la partie nord-ouest reste aux mains des Russes. Ces derniers, par ailleurs, ont des accords pétroliers avec les républiques anciennement soviétiques. Le problème repose non seulement sur son extraction, mais aussi l'acheminement sur les terminaux, permettant l'évacuation vers les pays industrialisés développés. C'est ainsi qu'un oléoduc joint Bakou à Batoumi, port géorgien sur la mer Noire. D'autres oléoducs traversent la Géorgie, notamment celui du BTC, Bakou-Tbilissil-Ceyhan. De même, la Tchétchénie est une zone de transit du pétrole russe pour la mer Noire en dehors d'être une région productrice. Cette situation explique les luttes pour le contrôle des tracés qui se mêlent à d'autres questions. Le seul séparatisme tchétchène et l'appartenance des Tchétchènes à l'islam sont incapables à eux seuls d'exprimer l'âpreté des combats et le soutien accordé par les Etats-Unis aux insurgés tchétchènes. Ce soutien sera stoppé au lendemain du 11 septembre 2001, mais l'affrontement n'en cessera pas pour autant entre Américains et Russes, à travers le bref intermède né du choc du 11 septembre 2001 : union contre le terrorisme islamiste.

Les Américains sont arrivés à créer une coalition sous leur influence, le Guuam, acronyme qui n'est pas sans rappeler l'île de Guam, principale base aéronavale américaine du Pacifique. Le Guuam a tenu sa deuxième conférence constitutive le 22 avril 2005 pour accueillir l'Ukraine,

nouvellement passée dans le camp démocratique soutenu par Washington. L'organisation comprend la Géorgie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie. Les Etats-Unis procurent une aide au Guuam dans sa revendication de s'opposer à tout séparatisme soutenu par les Russes, que ce soit, à titre d'exemple, celui de l'Ossétie du Sud, du Haut-Karabagh, de l'Abkhazie, de la Transnistrie ou de l'Ukraine orientale. A remarquer deux points. Toutes ces régions séparatistes sont parcourues par des tracés d'évacuation des hydrocarbures. Les Russes ne sont pas à une contradiction près car, s'ils soutiennent ces séparatismes au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils sont farouchement opposés à tout indépendantisme tchéchène. Vérité en deçà, erreur au delà des Pyrénées comme du Caucase !

Dernier élément, l'influence américaine est extrêmement prégnante et s'affirme jusque dans des aspects militaires, ainsi en Géorgie. Le président de l'Ukraine et sa famille sont très proches des Américains au point que la première dame d'Ukraine a conservé la nationalité américaine et sa propension à soutenir financièrement les jeunes politiciens ukrainiens, tenants prometteurs de la politique américaine. Les Russes sont incapables de la mise en place de tels systèmes d'influence. La bascule des Etats dans le Guuam répond à un schéma éprouvé, initié en Géorgie. A l'occasion d'une élection législative ou présidentielle, toute une série d'ONG redoublent d'activité. La fondation du milliardaire hongro-américain Georges Soros s'est illustrée dans le système. A cela s'ajoute un trucage du scrutin par un bourrage des urnes ou des déplacements multiples d'électeurs, mais dans une proportion nettement inférieure par rapport à la pratique des pro-russes qui ne connaissent pas d'autres procédés. La présence d'une base militaire américaine implantée au nom de la lutte antiterroriste n'est jamais innocente, car elle sert de lieu d'accueil aux diverses organisations électorales qui mettent en œuvre les circuits d'influence. Rien n'est cependant définitif, car en mai 2005, le gouvernement de l'Ouzbékistan a dû faire face à une insurrection qui a été matée dans le sang. L'insurrection était d'origine populaire et a été taxée d'être islamiste par le pouvoir central. Cependant, l'accusation laisse perplexe les observateurs, les Américains entre autres. Après avoir longtemps soutenu l'islam, le président de l'Ouzbékistan, Karimov, au pouvoir depuis 1989, d'abord comme secrétaire général du parti communiste ouzbek, puis comme président élu de la république, se dresse contre les islamistes et rejoint le camp américain. Son pouvoir est dictatorial. Les Américains songent à une solution de rechange, mais laquelle ?

président Karimov prétend toujours faire face à une opposition islamiste et non sociale, dont l'insurrection matée du 13 mai 2005 n'est qu'un épisode.

Moscou n'a pas les moyens d'intervenir. De leur côté, les Russes avaient monté plusieurs blocs. Le premier en date avait été la CEI, avec un traité de défense mutuelle, copie assez lâche du pacte de Varsovie. Sans grand résultat autre qu'une défense aérienne mutuelle battue en brèche par le réseau de bases américaines implantées dans le cadre du Guuam. Plus sérieuse est l'union Russie - Biélorussie que les Américains dénoncent, accusant le président de la Biélorussie, Loukachenko, d'être un dictateur corrompu. Ce n'est peut-être pas faux, mais il n'est ni plus ni moins corrompu que les autres dirigeants, y compris ceux du Guuam, tous anciens apparatchiks du parti communiste, quand ils n'étaient pas à la tête du gouvernement, déjà du temps de l'ère soviétique, mais alors, en tant que secrétaire général du parti local. Au Guuam, s'oppose un bloc constitué par les Russes et qui, outre eux-mêmes, rassemble, sous le nom d'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), créée en 2002, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Le Kirghizstan a connu d'ailleurs, en avril 2005, un bouleversement qui risque de le faire échapper à Moscou. On y retrouve tous les ingrédients classiques qui ont prévalu en Géorgie : une base militaire américaine, une forte ambassade, des ONG américaines débordantes d'activité. Se sont fait remarquées l'US Aid National Democratic Institut et l'International Republican Institut, comme en Géorgie et en Ukraine. Sur 50,8 millions \$ d'aide en 2004, 12,2 ont été donnés en assistance aux partis estimés démocratiques par les Américains et 21,8 à l'essor des réformes. Le chef de l'Etat, le président Askar Akaev, a choisi l'exil à Moscou mais son successeur a fait allégeance à Moscou, au moins officiellement en proclamant sa fidélité à l'OTSC. Des rumeurs font état d'une entreprise américaine visant la déstabilisation du président biélorusse Loukachenko dont le système dictatorial est particulièrement anachronique.

2.3. La position de la Fédération de Russie au sein de la CEI en matière de production et de transport d'hydrocarbures :

Fournisseur quasi exclusif des ex-républiques européennes – Belarus, Ukraine, Moldavie – et des pays baltes en matière d'hydrocarbures, la Russie se pose aussi comme intermédiaire obligé auprès des autres républiques productrices (Kazakhstan et Azerbaïdjan pour le pétrole, Turkménistan pour le gaz) pour l'acheminement de leurs productions vers les marchés occidentaux (0,5 Mbj en 2002). La stratégie de la Russie a été

d'échanger la livraison à bas prix d'hydrocarbures ou la mise à disposition de ses infrastructures de transport contre une forme de loyauté politique et diplomatique, notamment de la part de l'Ukraine, du Kazakhstan et du Belarus. Mais cette stratégie se heurte à moyen terme aux efforts des pays exportateurs de se constituer un réseau de distribution indépendant. Ainsi, au Kazakhstan, l'oléoduc CPC en fonction depuis 2001, permet de relier le gisement Kazakh de Tengiz au terminal pétrolier de Novorossisk sans passer par le réseau de Transneft et à un coût inférieur de moitié à celui de la solution russe. Un projet similaire est en cours de réalisation, qui concerne l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Il s'agit de la construction d'un oléoduc reliant Bakou au terminal de Ceyhan, sur la côte méditerranéenne de la Turquie, via la Géorgie. Les changements récents d'orientation politique de la Géorgie, puis de l'Ukraine tendent à renforcer cette tendance au relâchement de l'alignement des pays de la CEI sur la position russe.

Au cours des dernières années, le secteur de la mer Caspienne a focalisé l'attention des observateurs du secteur pétrolier. Les estimations les plus extraordinaires ont été avancées quant aux réserves d'hydrocarbures que la région recèle, alimentant un soudain regain d'intérêt : certaines faisaient état de 233 milliards de barils de pétrole, soit plus du tiers des réserves prouvées du Golfe. Aujourd'hui, l'évaluation la plus raisonnable semble se situer aux alentours de 30 milliards de barils, ce qui est déjà considérable à l'échelle de la région. Du fait de sa situation géographique et des règles de répartition – encore contestées – du sous-sol de la mer, la Russie ne serait directement bénéficiaire que de 2,7 milliards de barils de réserves prouvées. Néanmoins, elle reste impliquée dans les choix actuels concernant les ressources de la région à plusieurs titres :

- Tout d'abord, les deux voies actuelles d'évacuation des ressources de la région ont été développées exclusivement dans le cadre de l'Union soviétique, ce qui se traduit par un réseau passant par le territoire russe (Bakou-Novorossisk via la Tchétchénie qui fut contournée par un autre oléoduc par la suite, et Bakou-Supsa, plus au Sud, via la Géorgie).

- Ensuite, toute production extraite de la région entre potentiellement en concurrence sur les marchés mondiaux avec les ressources provenant de Sibérie et du bassin Volga-Oural. Les entreprises russes ont donc considéré qu'il était de leur intérêt de prendre position sur le terrain de la Caspienne, y compris, dans la mesure du possible, sur des champs situés à l'extérieur du territoire russe, pour garder une marge de manœuvre vis-à-vis de ces projets.

- Enfin, le gouvernement russe, considérant que de nombreux pays riverains de la région font partie de sa zone d'influence naturelle, n'a pas voulu demeurer à l'écart des tractations politiques qui s'y menaient, d'autant plus que celles-ci impliquaient directement les États-Unis.

Deux problèmes géopolitiques ont été soulevés à propos de l'exploitation des gisements de la Caspienne.

Le premier concerne des problèmes liés au statut de la Caspienne – mer fermée, lac ou autre – qui impliquait une répartition très différente des zones économiques exclusives des pays riverains. La position de la Russie, initialement proche de celle de l'Iran sur cette question, s'en est progressivement éloignée pour susciter désormais des réactions ouvertement négatives de la part du régime iranien. En dépit d'accords bilatéraux et trilatéraux, le statut de la Caspienne n'est donc toujours pas officiellement défini.

Le deuxième problème est lié aux choix de voies nouvelles d'exportation des huiles extraites, alternatives aux voies contrôlées par la Russie. Celle-ci souhaitait monnayer une position accommodante sur le dossier des réserves contre un soutien des pays concernés à l'extension des capacités du réseau russe existant. La solution retenue sous la pression américaine a pourtant été d'utiliser une partie du réseau soviétique traversant la Géorgie en direction de Suapse et d'en dériver un tronçon vers Ceyhan, port en eau profonde situé sur la rive méditerranéenne de la Turquie.

#### 2.4. La Russie et la sécurité en Asie Central

En matière de sécurité la Russie a essayé de nourrir des initiatives dans le domaine militaire. A la base, elle voulait préserver un espace de défense et de sécurité unifié à l'échelle de l'ex-URSS. Les autres républiques, il est vrai, même si elles ont nationalisé les forces qui étaient basées sur leur territoire, étaient intéressées à la mise en place d'un effort commun pour assurer la stabilité des frontières, la gestion des crises et des conflits. En fait, la Russie - en partie à cause de sa propre crise - doit constater l'échec partiel de ses efforts pour reconstituer un espace de sécurité et de défense commun et assurer des coopérations dans la protection des frontières de la CEI. En Occident, cet effort a été vu comme la volonté de la Russie d'imposer par sa force militaire le retour de l'Empire. Cela pouvait être le cas dans certains esprits russes, mais il était question surtout pour la Russie de " canaliser " les instabilités dans sa périphérie sud, notamment dans la région du Caucase et de l'Asie centrale.

Il est intéressant de noter que si la CEI est en crise, ce n'est pas uniquement parce que les Républiques de l'ex-URSS veulent échapper au regain d'agressivité éventuel de la Russie à leur égard mais aussi parce qu'elles considèrent que la CEI n'a pas été une structure efficace, et qu'en cela la part de responsabilité de la Russie est énorme, qu'il s'agisse du domaine économique, ou des questions de sécurité également, du moins certaines d'entre elles. Les Républiques d'Asie centrale sont demandeuses d'une participation de la Russie à un effort de stabilisation et de sécurisation de leur zone. Il faut savoir qu'il existe aujourd'hui en Russie même des débats sur le bien-fondé d'aller s'investir dans ces régions.

Il faut noter que depuis 1998 les Russes réduisent de manière délibérée l'usage du terme "étranger proche" dans le discours officiel, parce qu'il devenait gênant pour améliorer les relations avec ces pays. Les Occidentaux continuent à utiliser ce concept. Le pragmatisme consiste pour les Russes à être présents mais sans se laisser entraîner dans des aventures coûteuses. La Russie poursuivra probablement son jeu sur la dépendance énergétique des pays de la CEI à son égard, mais il n'est pas certain qu'elle s'y investisse militairement. Elle mettra probablement du temps à retirer ses bases militaires, mais l'Etat-major militaire russe reconnaît lui-même que certaines de ces bases sont désormais d'une utilité militaire réduite, par exemple en Arménie ou en Géorgie.

## 2.5. Le groupe de Shanghai

A l'origine, en 1996, à Bichkek, capitale du Kirghizstan, sous l'égide de Moscou et de Pékin a été formée une alliance entre les initiateurs et le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan en passe de s'en détacher pour rejoindre le Guam à moins que les insurrections de mai 2005 ne le ramènent dans le giron russe. A première vue, l'alliance a pour champ d'activité l'Asie, du fait de la composition des Etats-membres. C'est exact, mais il y a aussi extension à la politique russe moyen-orientale par le biais des intérêts communs de ces Etats-membres.

Très vite, l'alliance militaro-politique formée à Bichkek prit le nom de groupe de Shanghai du nom de la ville recevant la conférence statutaire annuelle de l'alliance. Russes et Chinois, après négociations, sont convenus d'effacer tous les contentieux passés, notamment le tracé des frontières issu de ce que les Chinois appellent les traités inégaux du XIXème siècle. Le groupe de Shanghai a une vocation affirmée à lutter contre tous les séparatismes affectant les Etats-membres. En ce qui concerne les Russes, il

s'agit de la Tchétchénie, mais aussi des Kouriles, réclamées par les Japonais. Russes et Chinois conviennent de faire pression sur leurs alliés respectifs Indiens et Pakistanais pour régler l'affaire du Cachemire au profit des Indiens : pas de séparatisme, maintien du statu quo territorial en tant que principe intangible !

Un dernier élément explique le principe fondateur du groupe de Shanghai : la volonté de stabiliser l'ancienne route de la soie dont le tracé est emprunté par un système d'oléoducs et de gazoducs acheminant, en prévision, les hydrocarbures de la Caspienne au terminal de Nakhodka sur le Pacifique, à destination du Japon, ainsi qu'à un embranchement vers la Chine.

A sa création en 1996, le groupe de Shanghai était une construction anti-américaine puisque Washington à l'époque soutenait l'islam militant. Il y avait donc une action contre les Talibans en Afghanistan, en appui du Tadjik Massoud. Il s'agissait d'un véritable renversement d'alliance par rapport à la guerre d'Afghanistan menée par les Soviétiques. On retrouvait dans le même camp, alliés, les Chinois, les Russes les Tadjiks, ceux d'Afghanistan comme ceux de l'ex-URSS, et les Kazakhs, contre les Talibans et les islamistes de Kaboul.

Le 11 septembre 2001, les Américains lancent la croisade anti-islamiste et les adversaires d'hier se retrouvent alliés contre l'ennemi commun : le terrorisme islamiste. Cette nouvelle alliance ne durera pas longtemps. Exposée à l'épreuve de la guerre d'Irak, elle explosera et Russes et Chinois retrouveront leur rivalité à l'encontre des Américains sur l'Iran, le pétrole et Taïwan. Le groupe de Shanghai en reçoit un élément de raffermissement de plus.

Partie (III) : La Russie face au concept stratégique de Grand Moyen-Orient

Moscou est effaré devant le concept américain qui dépasse la zone géographique définie par le terme de Grand Moyen-Orient, terme lui-même extrêmement imprécis. Ce concept a surgi aux Etats-Unis avant les attentats du 11 septembre 2001. Le concept américain de Grand Moyen-Orient est simple : il s'agit de convertir à la démocratie, telle que l'entendent les Américains, les vingt-deux Etats musulmans qui s'étendent de l'Atlantique au Pakistan, de Marrakech à Jalalabad. La guerre d'Afghanistan et d'Irak ne sont que des épiphénomènes dans ce great game. Les dérivations ou

métastases vont jusqu'en Asie centrale et se raccrochent au contrôle du Pacifique.

La motivation est le contrôle du pétrole du golfe arabo-persique. Comme ce contrôle ne peut être dissocié de la question musulmane qui dépasse l'entité arabe, il y a tension jusqu'à l'Insulinde et ceux des rivages du Pacifique eux-mêmes producteurs de pétrole et terminaux des oléoducs et gazoducs acheminant le pétrole du bassin de la Caspienne aux grands consommateurs que sont la Chine et le Japon, eux dénués de ressources pétrolières.

Au moyen orient ; un succès indiscutable au Liban où, avec les Français et plus généralement les Européens, les Américains ont obtenu, en 2005, le retrait inconditionnel des forces syriennes et de leurs services spéciaux. Le revers pour Damas est dur. Avec la réussite de la tenue d'élections en Irak, les Américains pourraient se montrer satisfaits. Le dispositif est complété par une alliance pakistanaise et la mise en place d'un gouvernement ami en Afghanistan.

Le Grand Moyen-Orient prend forme. La Turquie, partie intégrante de l'OTAN, devrait continuer à s'aligner sur Washington et préserver le tracé de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, le BTC, sur la côte méditerranéenne de la Turquie, d'où le pétrole de la Caspienne pourra être acheminé sur les pays consommateurs par les soins des compagnies pétrolières américaines alliées à BP.

Dans ces conditions, le séjour effectué par le président russe Poutine en Israël, en mai 2005, n'apparaît que comme une tentative avortée de signaler une présence active. Les Russes sont bien partie prenante au règlement de la guerre israélo-palestinienne, partie prenante statutaire, mais en réalité, ils sont totalement évincés par la suprématie américaine. Il en est de même en Iran, encore un rogue state qui a des ambitions nucléaires. Empêtrés dans la campagne irakienne, les Américains ne peuvent envisager d'autre action militaire contre l'Iran que des frappes directes ou par l'intermédiaire des Israéliens. Aussi, une tentative de règlement, à savoir l'application du traité de non-prolifération, a-t-elle été confiée au trio européen que représentent la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La négociation n'aboutit d'ailleurs pas, mais fait symptomatique, la Russie en est exclue. Elle continue sa coopération nucléaire, proclamée civile, avec l'Iran. Cela prouve une volonté russe, mais sans grande efficacité

Après 11 Septembre 2001 La guerre d'Irak s'enlise dans une épuisante et onéreuse guérilla. L'armée américaine ne fait plus face victorieusement. Moscou, lors du déclenchement de la guerre d'Irak en 2003, a effectué un rapprochement avec les Français, les Allemands et les Belges, déclarés adversaires des Américains dans leur projet d'interventionnisme. De fait, s'il y a eu coalition, elle est restée au stade franco-germanique, car très vite, les Russes ont cherché à négocier bilatéralement avec les Américains. Il n'y a donc pas eu bloc et l'axe Paris – Berlin - Moscou est demeuré une velléité.

V. Poutine a très vite saisi les avantages qu'il pouvait tirer des attentats du 11 septembre 2001. D'abord pour avoir les mains libres en Tchétchénie, ensuite pour apparaître comme partie prenante du monde "civilisé", engagé dans une lutte contre le terrorisme, donc comme un partenaire. Mais la Russie compte bien récolter les fruits de ce soutien, notamment sur certains dossiers comme le NMD, l'élargissement de l'OTAN et être pleinement associée aux discussions sur l'avenir de l'Afghanistan. D'autre part, elle a accepté la présence américaine en Asie centrale à condition que celle-ci ne se fasse au détriment de ses intérêts. L'Asie centrale devra demeurer dans la zone d'influence russe.

En fait, la politique et la stratégie russes sont absentes du Grand Moyen- Orient. Les Russes n'ont aucune action autre que marginale. Leur problème, en réalité est de défendre leur pré carré, la CEI et le bassin de la Caspienne.

## CONCLUSION

La stabilité politique en Russie n'est pas encore totalement acquise. Pourtant ce préalable qui est en outre indissociable de sa reconstruction économique, est la condition de base de son retour sur le devant de la scène internationale. Dans le contexte actuel d'un développement économique chaotique et d'un système démocratique trop peu enraciné, le retrait de la fédération de Russie du Proche-Orient est donc quasiment total. Il laisse, dès lors, le champ libre aux Américains.

La disparition de la puissance soviétique a déjà entraîné de profonds bouleversements géopolitiques et stratégiques. Un monde devenu unipolaire perd autant en cohésion qu'en cohérence. La situation nouvelle qui a émergé est sans doute plus dangereuse car elle est devenue plus difficilement

perceptible, et les risques qu'elle engendre prennent des formes différentes ou inconnues. Les pays du Proche-Orient sont conscients de ces profondes mutations et les nations arabes se trouvent de ce fait, placées devant de redoutables défis qu'elles ne pourront relever que grâce à une coordination et à une coopération des plus étroites entre elles.

Néanmoins, la Fédération de Russie ne saurait rester trop longtemps absente du Proche-Orient. La Russie continue de détenir les moyens et les capacités de redevenir une grande puissance en raison de la richesse de sa civilisation, de l'abondance de ses ressources naturelles et de son potentiel technologique en plus de son peuple puissant et homogène qui a consenti des sacrifices indéniables au cours de l'histoire.

En conséquence, pourrait-il apparaître à terme une direction russe reflétant des évolutions ou changements radicaux capables de rétablir la puissance de la Russie dans la balance des relations internationales ?

La Russie doit éviter de mener en Orient une politique trop « globale » ; elle doit différencier les pays en fonction de leurs caractéristiques objectives, politiques ou autres, et se guider sur son intérêt national, qu'elle doit concilier avec ses obligations internationales.

La politique d'équilibriste de la Russie entre son engagement envers les institutions internationales et ses liaisons dangereuses comporte des risques, notamment ceux liés à la prolifération des armes nucléaires et autres équipements militaires. La Russie a profité de réseaux hérités de la période soviétique ainsi que de la marginalisation des « États voyous » pour s'installer au Moyen-Orient, mais elle devra redoubler d'efforts diplomatiques pour devenir un partenaire alternatif crédible aux États-Unis dans la région et développer des relations plus acceptables aux yeux de la communauté internationale.

Vladimir Poutine parle d'une « décision stratégiquement orientée ». Il définit la Russie comme un « pays eurasiatique » qui entretient depuis des siècles des relations naturelles avec l'Islam, tandis qu'actuellement, « des millions de musulmans qui vivent historiquement dans la Fédération de Russie la considèrent comme leur patrie »<sup>28</sup>. Il s'oppose radicalement à la vision apocalyptique de « choc des civilisations » chère à Samuel Huntington, et préconise une coopération russo-musulmane dans le cadre de l'O.C.I. nécessaire pour l'édification d'un monde « plus juste et plus sûr » : « L'addition de nos ressources financières, technologiques et humaines peut devenir un facteur de la politique globale et un début de percée dans de

nombreux secteurs de l'économie mondiale ». Cette vision ne pêche-t-elle pas par excès d'optimisme ? L'avenir le dira. Quoi qu'il en soit, entre une Amérique empêtrée dans le borbier irakien pour de nombreuses années, et une Europe divisée et dont la politique étrangère brille surtout par sa pâleur, il est certain que la nouvelle crise interne, et toujours respectée par les musulmans, a une belle carte à jouer au Moyen Orient.

Quant à l'Asie centrale, certains observateurs estiment que les Etats d'Asie centrale n'ont pas recherché leur indépendance à tout prix en 1991. Celle-ci est arrivée, sans avoir été forcément, ou fortement, souhaitée. La réaction des gouvernements d'Asie centrale durant l'été 1991, au moment du putsch, tend à accréditer cette thèse. C'est l'ancienne nomenklatura qui est actuellement au pouvoir et non pas les dissidents de l'époque soviétique. Aujourd'hui, l'indépendance est désormais acquise, et même si on ne peut le qualifier dix ans plus tard qu'encore inachevé, le processus de "découplage" entre la Russie et l'Asie centrale est bien avancé et semble irréversible. Les relations entre les Etats, autrefois colonisés et la Russie restent néanmoins complexes, tant sur le plan politique ou économique que militaire.

Dans le domaine politique, chacun des Etats de la région est à présent doté d'une constitution et d'institutions politiques totalement souveraines.

On assiste de plus à l'émergence d'une souveraineté économique et l'affirmation de celle-ci s'est manifestée tout d'abord par une réorientation des échanges qui diminue progressivement le poids de la Russie, les républiques d'Asie centrale se tournant résolument vers des pays hors zone CEI. La mise en place de monnaies nationales a en particulier constitué une étape supplémentaire et décisive dans la perte d'influence de la Russie.

L'affirmation progressive de l'identité culturelle, malgré le grand nombre de minorités dans chaque pays, au détriment de la Russie, constitue enfin un pas déterminant dans le découplage avec l'ancien colonisateur.

La Russie, résolue à contrer par tous moyens l'unilatéralisation de la politique mondiale et l'omnipuissance des Etats-Unis, cherche à jouer un rôle actif tant en Asie centrale qu'en Extrême-Orient et s'emploie à redevenir un point de passage obligé entre l'Europe et l'Asie.

Cependant, en raison des problèmes internes qu'elle connaît, de l'absence d'une réelle volonté dans ce domaine et des différends territoriaux qui l'opposent encore à certains pays, elle n'y joue actuellement qu'un rôle modéré et limité.

La restauration de son influence dans cette partie du monde constitue certainement, à cet égard, un des défis majeurs qu'aura à relever le président Poutine. De sa réussite dépendra la place de la Russie sur l'échiquier mondial du XXIème siècle.

La Russie se considère toujours comme une grande puissance, mais on dirait qu'elle se dirige progressivement vers l'acceptation de l'idée qu'elle n'est "que" une puissance régionale, une grande puissance régionale. Il y a eu, comme on l'a dit, pendant les 6 ou 7 années suivant la fin de l'URSS des efforts pour reconstruire avec les Etats-Unis une relation ressemblant le plus possible à celle qui existait du temps de la Guerre froide, via un partenariat privilégié au sein duquel on décide de beaucoup de choses des affaires du monde. Même si c'est un processus douloureux, les Russes commencent à accepter l'idée que ce " condominium " ne sera pas recréé, même en version minimaliste, et que la Russie a intérêt à d'autres partenariats, et à se recentrer sur ses intérêts les plus immédiats (dans le temps et géographiquement).

## Bibliographie

- 1–La guerre du golfe , Stratégique (51 /52 ) 3<sup>e</sup>/4<sup>e</sup> trimestres 1991 .
- 2–Israël et les Territoires Palestiniennes : quelle Paix pour L'an 2000 ?  
mm .Bertrand Delanoë et Maurice Lombard n°159 (1996/1997 ).
- 3–La Russie et l'Orient . Claire Mouradian n°796 (16 janvier 1998)
- 4–La nouvelle géopolitique de l'Asie centrale , Institut Royal supérieur de  
défense , N° 63 .
- 5-[http://www.relations-internationales.net/Asie Centrale.html](http://www.relations-internationales.net/Asie_Centrale.html)
- 6-[http://www.ehess.fr/cirpes/ - Le Débat Stratégique.htm](http://www.ehess.fr/cirpes/-Le_Debat_Strategique.htm) N°75 -- Juillet 2004
- 7-[http://www.gouvernement.lu/ Déplacements de Jean Asselborn au Japon,  
en Russie et en Chine.htm](http://www.gouvernement.lu/D%C3%A9placements_de_Jean_Asselborn_au_Japon,_en_Russie_et_en_Chine.htm)
- 8-[http://www.diploweb.com Geopolitique de l'eau en Asie centrale, par  
Jeremy Allouche\\_Introduction.htm](http://www.diploweb.com/Geopolitique_de_l'eau_en_Asie_centrale,_par_Jeremy_Allouche_Introduction.htm)
- 9- [http://www.diploweb.com Geopolitique Russie Poutine an III - 2002, année  
des illusions perdues par Massada.htm](http://www.diploweb.com/Geopolitique_Russie_Poutine_an_III_-_2002,_annee_des_illusions_perdues_par_Massada.htm)
- 10-[http://www.erudit.org/PS v23 n1 2004 Jafalian.htm](http://www.erudit.org/PS_v23_n1_2004_Jafalian.htm)
- 11- [http://www.diploweb.com Revue d'études géopolitiques Evolution des  
populations pour les Etats-Unis, le Japon et plusieurs pays européens,  
depuis 1750](http://www.diploweb.com/Revue_d_etudes_geopolitiques_Evolution_des_populations_pour_les_Etats-Unis,_le_Japon_et_plusieurs_pays_europeens,_depuis_1750)
- 12-[http://www.geopolitis.net/geopol/geo/- geopolitics, RUSSIE A la  
reconquête de l'ancien empire Soviétique\(30 08 04\) par Jean-Claude  
COURDY.htm](http://www.geopolitis.net/geopol/geo/-geopolitics,_RUSSIE_A_la_reconquete_de_lancien_empire_Sovi%C3%A9tique%2830_08_04%29_par_Jean-Claude_COURDY.htm)
- 13-[http://medintelligence.free.fr/Introduction à la géopolitique.htm](http://medintelligence.free.fr/Introduction_%C3%A0_la_g%C3%A9opolitique.htm)
- 14-[http://www.ens-lsh.fr/geoconfluence/La Russie des territoires en  
recomposition - Géoconfluences.htm](http://www.ens-lsh.fr/geoconfluence/La_Russie_des_territoires_en_recomposition_-_G%C3%A9oconfluences.htm)
- 15-<http://www.strategicsinternational.com/french.htm>"Russie - Chine : du  
partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde."
- 16-[http://www.stratisc.org/index. RAPPEL HISTORIQUE DE  
GÉOPOLITIQUE.htm](http://www.stratisc.org/index.RAPPEL_HISTORIQUE_DE_G%C3%99OPOLITIQUE.htm)
- 17-<http://fr.wikipedia.org/wiki/Russie>
- 18- [http://www\\_diploweb\\_com presente Quelle Russie en 2001.htm](http://www_diploweb_com_presente_Quelle_Russie_en_2001.htm)

19-[http://www.col.fr/col\\_fr/Russie - Israël les sujets de discussion ne manquent pas.htm](http://www.col.fr/col_fr/Russie%20-%20Isra%C3%ABl%20les%20sujets%20de%20discussion%20ne%20manquent%20pas.htm)

20- [http://www.diploweb.com/Geopolitique de la Russie - La question energetique russe, par Massada.htm](http://www.diploweb.com/Geopolitique%20de%20la%20Russie%20-%20La%20question%20energetique%20russe,%20par%20Massada.htm)

21- [http://www.diploweb.com/Geopolitique La corruption en Russie en 2003, une coutume par Massada.htm](http://www.diploweb.com/Geopolitique%20La%20corruption%20en%20Russie%20en%202003,%20une%20coutume%20par%20Massada.htm)

22- [http://www.diploweb.com/La corruption en Russie, par Gilles Favarel-Garrigues.htm](http://www.diploweb.com/La%20corruption%20en%20Russie,%20par%20Gilles%20Favarel-Garrigues.htm)

23-[http://www.diploweb.com/ Geopolitique Russie Poutine 2 ans après, quel bilan par Laurent Ruckert\\_ CEDUCEE, Courrier des Pays de l'Est.htm](http://www.diploweb.com/Geopolitique%20Russie%20Poutine%202%20ans%20apr%C3%A8s,%20quel%20bilan%20par%20Laurent%20Ruckert_CEDUCEE,%20Courrier%20des%20Pays%20de%20l'Est.htm)

24-<http://www.geopolitique.net/sommaire.php3>INSTITUT FRANCAIS DE GEOPOLITIQUE.htm

25- [http://mosnews.com/Iran Supports Russia's Participation in Multibillion Iran-India-Pakistan Gas Pipeline - MONEY - MOSNEWS\\_COM.htm](http://mosnews.com/Iran%20Supports%20Russia's%20Participation%20in%20Multibillion%20Iran-India-Pakistan%20Gas%20Pipeline%20-%20MONEY%20-%20MOSNEWS_COM.htm)

26-[http://www.monde-diplomatique.fr/La Russie, une et multiple.htm](http://www.monde-diplomatique.fr/La%20Russie,%20une%20et%20multiple.htm)

# La géopolitique de la Russie de L'Asie Centrale au Moyen- Orient

## Table des matières : Page :

Introduction	1
Partie I : Le Proche –Orient	3
1.1. Le rôle de médiateur au Moyen-Orient	3
1.2. Perspective de la politique russe au Moyen-Orient	5
1.3. "Le conflit israélo-arabe et Redevenir un acteur central du processus de paix.	6
1.4. Le retour de la Russie au Moyen-Orient	9
1.4.1 La coopération russo-iranienne	9
1.4.2 L'aide de la Russie à la reconstruction de l'Irak	11
1.4.3 Offensive diplomatique russe dans l'ensemble du monde arabe	13
Partie (II) : Asie Centrale	16
2.1. Une influence certaine en Asie centrale.	16
2.2. Le bassin de la Caspienne et les blocs de la CEI	18
2.3. La position de la Fédération de Russie au sein de la CEI en matière de production et de transport d'hydrocarbures	20
2.4. La Russie et la sécurité en Asie Central	22
2.5. Le groupe de Shanghai	23
Partie (III) : La Russie face au concept stratégique de Grand Moyen-Orient	24
Conclusion	26
Bibliographie	30